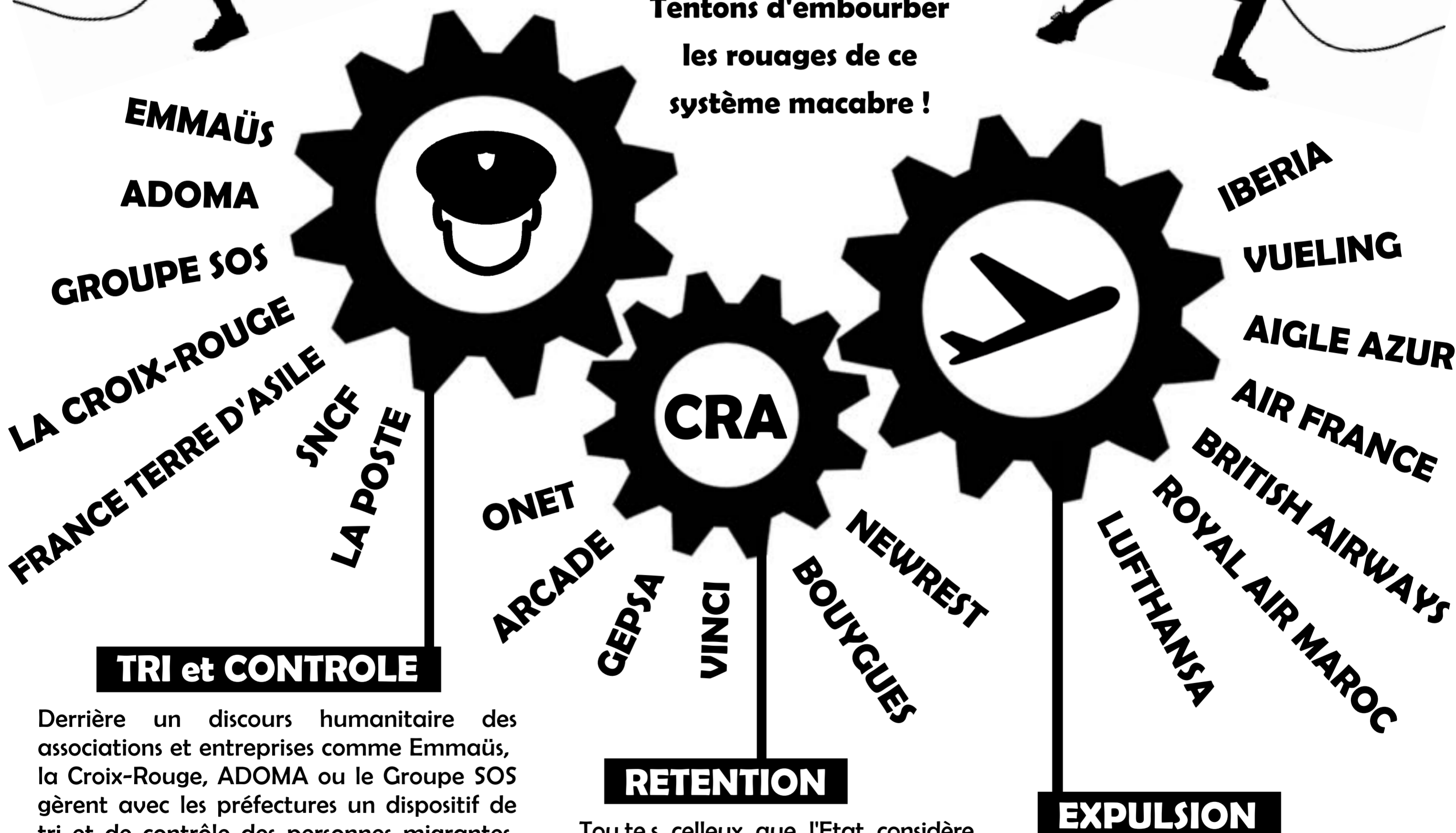


# DÉVERSONS NOTRE RAGE SUR L'ÉTAT ET SES COLLABOS QUI EXPULSENT LES "SANS-PAPIERS" !

De nombreuses entreprises et associations collaborent avec l'Etat pour fliquer, enfermer et expulser les étranger.ère.s qui n'ont pas les bons papiers.

Tentons d'embourber les rouages de ce système macabre !



Derrière un discours humanitaire des associations et entreprises comme Emmaüs, la Croix-Rouge, ADOMA ou le Groupe SOS gèrent avec les préfectures un dispositif de tri et de contrôle des personnes migrantes. Ces vautours font leur business sur la gestion de centres (CAO, CADA, PRAHDA, etc...) où les personnes sont assignées selon différentes catégories administratives ("demandeu.se.r.s d'asile", "réfugié.e.s", "dubliné.e.s", etc...). En dehors de ces centres la traque est permanente pour ceux considéré.e.s "sans-papiers", qui doivent aussi faire face à tous ceux qui les dénoncent aux flics, dont les banques et les sociétés de transport.

Tou.te.s ceux que l'Etat considère comme étranger.ère.s indésirables peuvent être enfermés en centres de rétention administrative (CRA) jusqu'à 3 mois durant. Cela concerne plus de 40 000 personnes par an. Construits par des filiales de Bouygues ou Vinci, la maintenance de ces centres pour étranger.ère.s est un marché juteux pour des sociétés comme ONET, GEPSA ou Arcade.

Des centaines de personnes sont expulsées chaque année, parfois en étant bâillonnées ou droguées dans l'avion, et ceci sur des vols commerciaux affrétés surtout par AirFrance. Mais quasiment toutes les grandes compagnies aériennes accomplissent cette sale besogne pour le compte de l'Etat, avec l'aide de la police aux frontières (PAF).